



OCIRT  
Commission tripartite pour l'économie  
Case postale 64  
1211 Genève 8

N/réf.: FST

Genève, le 7 décembre 2020

**Rapport d'activité législature 2018-2023**  
**2<sup>ème</sup> année**  
**(1<sup>er</sup> décembre 2019 – 30 novembre 2020)**

**1. Bases légales de la commission**

- Article 1, alinéa 1, de la loi sur les commissions officielles, du 18 septembre 2009 (LCOF; A 2 20);
- Article 7, lettre b, du règlement sur les commissions officielles, du 10 mars 2010 (RCOF; A 2 20.1);
- Article 16, alinéa 2, lettre a, de la loi sur le service de l'emploi et de la location de services, du 18 septembre 1992 (LSELS; J 2 05);
- Article 23 du règlement d'exécution de la loi sur le service de l'emploi et de la location de services, du 14 décembre 1992 (RSELS; J 2 5.01);
- Articles 4, 5 et 6 du règlement d'application de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration, du 9 mars 2009 (RaLEI; F 2 10.01);
- Article 3 du règlement d'application de l'ordonnance fédérale sur l'introduction progressive de la libre circulation des personnes entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne et ses Etats membres, ainsi qu'entre les Etats membres de l'Association européenne de libre-échange, du 28 juin 2006 (RaOLCP; F 2 10.02).

**2. Compétences légales de la commission**

La commission tripartite pour l'économie est chargée de rendre un préavis concernant les demandes d'autorisation de travail qui doivent faire l'objet d'une décision préalable de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail. Elle rend également un préavis s'agissant des allocations de retour en emploi octroyées par l'office cantonal de l'emploi.

**3. Activités de la commission**

La commission tripartite pour l'économie s'est réunie à 38 reprises, la plupart du temps en visioconférence en raison de la situation sanitaire.

Elle a traité 468 demandes d'autorisation de travail de courte durée (132) ou durables (336) déposées en faveur de ressortissants d'Etats tiers et 8 demandes concernant des ressortissants croates traitées sous l'angle de l'extension de l'ALCP depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. En outre, 48 demandes frontalières ont été examinées. Elle s'est également

prononcée sur les changements de place des personnes ne bénéficiant pas de la mobilité professionnelle.

La commission a aussi examiné, sous l'angle des conditions de rémunération, 41 demandes d'autorisation de travail présentées en faveur de personnes au bénéfice d'un permis N (requérants d'asile).

Par ailleurs, la commission a préavisé 112 demandes d'allocations de retour en emploi.

**4. Secrétariat de la commission**


Le secrétariat est assuré par l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail.

**5. Frais de la commission**

***Jetons de présence pour tâches ordinaires (art. 24 RCOF)***

Le montant de CHF 8'424.- a été versé durant la période couverte par le présent rapport.

Le présent rapport a été approuvé par la commission tripartite pour l'économie en date du 15 décembre 2020.

  
Florence Stockhammer  
Présidente